

OTC

1- Le Monde

23/04/2021

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/04/23/en-armenie-pres-de-10-000-personnes-defilent-a-erevan-pour-commemorer-le-genocide_6077869_3210.html

En Arménie, près de 10 000 personnes défilent à Erevan pour commémorer le génocide

Organisée tous les ans la veille de la date du début des massacres en 1915, cette marche intervient alors que le président des Etats-Unis doit faire une « annonce » sur ce sujet.

Le Monde avec AFP

Près de 10 000 personnes ont défilé, vendredi 23 avril, dans la capitale arménienne, Erevan, pour commémorer les massacres d'Arméniens par l'Empire ottoman pendant la première guerre mondiale.

La foule, portant des flambeaux, s'est rendue depuis le centre-ville jusqu'au mémorial consacré aux victimes. Certains manifestants scandaient des chants patriotiques, d'autres jouaient du tambour, a constaté une journaliste de l'Agence France-Presse (AFP). Des militants du parti nationaliste et d'opposition Fédération révolutionnaire arménienne (FRA), qui étaient à la tête du cortège, ont aussi brûlé des drapeaux turcs et azerbaïdjanais.

Cette marche, organisée tous les ans la veille du 24 avril, jour du début des massacres en 1915, intervient après la défaite de l'Arménie cet automne dans la région séparatiste du Haut-Karabakh, face à l'Azerbaïdjan soutenu par la Turquie. Elle intervient aussi alors que le président des Etats-Unis, Joe Biden, pourrait reconnaître les massacres d'Arméniens pendant la première guerre mondiale comme un génocide, selon les quotidiens américains New York Times et Wall Street Journal. Vendredi, une porte-parole du département d'Etat a fait savoir qu'une « annonce » était attendue samedi.

Le génocide arménien est déjà reconnu par une trentaine de pays et la communauté des historiens. Selon les estimations, entre 1,2 million et 1,5 million d'Arméniens ont alors été tués par l'Empire ottoman. Mais la Turquie refuse l'utilisation du terme « génocide » et récuse toute volonté d'extermination, évoquant des massacres réciproques sur fond de guerre civile et de famine ayant fait des centaines de milliers de morts dans les deux camps.

Une reconnaissance par Washington risque de tendre encore davantage les tensions actuelles avec Ankara, membre de l'OTAN. L'Arménie demande depuis des années des compensations financières à la Turquie et le rétablissement des droits de propriété des descendants des victimes des massacres, qu'on appelle, en arménien, Meds Yeghern (« le grand crime »).

2- La Croix

23/04/2021

<https://www.la-croix.com/Biden-appelle-Erdogan-annoncer-reconnaissance-genoci-de-armenien-2021-04-23-1301152441>

Biden appelle Erdogan avant d'annoncer la reconnaissance du génocide arménien

Le président américain Joe Biden s'est entretenu vendredi avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan à la veille de la reconnaissance attendue du génocide arménien, conformément à sa promesse de campagne.

Le génocide arménien est reconnu par plus d'une vingtaine de pays et de nombreux historiens mais il est vigoureusement contesté par la Turquie.

Le président américain a exprimé sa volonté de bâtir une «relation bilatérale constructive», a indiqué la Maison Blanche dans un bref compte-rendu de l'échange téléphonique qui évoque la nécessité d'une «gestion efficace des désaccords».

De son côté, un porte-parole du département d'Etat américain a évoqué une «annonce» attendue samedi sur le «génocide arménien», laissant peu de doute sur la décision de Joe Biden qui avait promis, avant son élection, de prendre l'initiative sur ce dossier.

Malgré des années de pressions de la communauté arménienne aux Etats-Unis, aucun président américain ne s'était jusqu'ici risqué à fâcher Ankara, allié historique de Washington et membre de l'Otan.

Le Congrès américain a reconnu le génocide arménien en décembre 2019 lors

d'un vote symbolique, mais Donald Trump avait refusé d'utiliser le mot.

Les Arméniens estiment qu'un million et demi des leurs ont été tués de manière systématique pendant la Première Guerre mondiale par les troupes de l'Empire ottoman, alors allié à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. Ils commémorent ce génocide chaque année le 24 avril.

La Turquie, issue du démantèlement de l'empire en 1920, reconnaît des massacres mais récuse le terme de génocide, évoquant une guerre civile en Anatolie, doublée d'une famine, dans laquelle 300.000 à 500.000 Arméniens et autant de Turcs ont trouvé la mort.

- Tête-à-tête à Bruxelles -

«Nous ne devons jamais oublier ni rester silencieux sur cette horrible et systématique campagne d'extermination», avait souligné Joe Biden durant sa campagne.

«Si nous ne reconnaissons pas pleinement le génocide, si nous ne le commémorons pas, si nous ne l'enseignons pas, les mots +plus jamais+ ne veulent plus rien dire», avait-il ajouté.

L'annonce de M. Biden n'aura pas de portée légale, mais elle ne peut qu'aggraver les tensions avec une Turquie que le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken a qualifiée de «soi-disant partenaire stratégique» qui «par de nombreux aspects ne se comporte pas comme un allié».

Sans citer les Etats-Unis, le président turc avait dès jeudi adressé une mise en garde à peine voilée à Washington.

Lors d'une réunion avec des conseillers, il a indiqué qu'il continuerait à «défendre la vérité contre ceux qui soutiennent le mensonge du soi-disant +génocide arménien+ (...) à des fins politiques».

Vendredi, après l'échange téléphonique, la présidence turque s'est bornée à souligner «le caractère stratégique de la relation bilatérale» et l'importance d'une «coopération plus étroite».

Joe Biden et Recep Tayyip Erdogan ont convenu de se rencontrer en juin en marge du sommet de l'Otan à Bruxelles.

3- Le Point

23/04/2021

https://www.lepoint.fr/monde/biden-va-reconnaitre-le-genocide-armenien-une-gifle-pour-erdogan-23-04-2021-2423424_24.php

Biden va reconnaître le génocide arménien, une gifle pour Erdogan

Joe Biden s'apprête à reconnaître officiellement le génocide arménien, au risque d'une détérioration des relations déjà tendues avec le président Recep Tayyip Erdogan, qui a d'ores et déjà mis en garde ceux qui propagent un "mensonge".

Le président démocrate devrait faire cette annonce le 24 avril, date qui marque le début des massacres d'Arméniens par l'Empire ottoman en 1915, pendant la Première Guerre mondiale, selon le New York Times et le Wall Street Journal qui ont été les premiers à annoncer la nouvelle mercredi soir.

"J'ai appris que le président Biden avait l'intention de faire reconnaître par les Etats-Unis le génocide arménien, devenant le premier président américain à le faire", a confirmé jeudi le chef de la majorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer.

"C'est une excellente nouvelle. C'est une décision qui a mis longtemps à venir et que j'ai appelé plusieurs présidents des deux partis à prendre", a-t-il ajouté.

La porte-parole de la Maison Blanche Jen Psaki n'a pas démenti. "Ce sujet intéresse beaucoup, mais je ne vais pas parler avant le président et je n'ai rien d'autre à apporter", s'est-elle contenté de dire.

Le génocide arménien est reconnu par une trentaine de pays et la communauté des historiens. Selon les estimations, entre 1,2 million et 1,5 million d'Arméniens ont été tués pendant la Première Guerre mondiale par les troupes de l'Empire ottoman, alors allié à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie.

Mais Ankara refuse l'utilisation du terme "génocide" et récuse toute velléité d'extermination, évoquant des massacres réciproques sur fond de guerre civile et de famine ayant fait des centaines de milliers de morts dans les deux camps.

Malgré des années de pressions de la communauté arménienne aux Etats-Unis, aucun président américain ne s'est encore risqué à fâcher Ankara, allié historique de Washington et membre de l'Otan.

Un problème "contemporain"

Mais pendant sa campagne électorale, Joe Biden avait promis qu'il le ferait.

"Nous ne devons jamais oublier ni rester silencieux sur cette horrible et systématique campagne d'extermination", soulignait-il le 24 avril 2020 dans un communiqué. "Si nous ne reconnaissons pas pleinement le génocide, si nous ne le commémorons pas, si nous ne l'enseignons pas, les mots +plus jamais+ ne veulent plus rien dire", ajoutait-il.

L'élu démocrate Adam Schiff a exhorté mercredi M. Biden à tenir sa promesse, rappelant les accusations de génocide contre les Ouïghours en Chine.

“C'est une question très contemporaine”, a-t-il dit à une chaîne locale de Los Angeles, où vit une importante communauté arménienne. “Et si nous ne reconnaissons pas un génocide qui s'est produit il y a un siècle, qu'est-ce que ça montre de notre volonté de nous opposer au génocide qui se produit aujourd'hui ?”

Le Congrès américain avait reconnu le génocide arménien en décembre 2019 lors d'un vote symbolique. Le texte avait été défendu par des sénateurs des deux bords mais avait été bloqué à plusieurs reprises par des alliés républicains de Donald Trump.

M. Trump a qualifié le massacre des Arméniens en 1915 d'“une des pires atrocités de masse du XXe siècle”, se gardant d'employer le terme de “génocide”.

L'annonce de M. Biden n'aura pas de portée légale, mais elle ne peut qu'aggraver les tensions avec une Turquie que le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken a qualifiée de “soi-disant partenaire stratégique” qui “par de nombreux aspects ne se comporte pas comme un allié”.

“Mensonge”

Sans citer les Etats-Unis, le président turc Recep Tayyip Erdogan a adressé une mise en garde voilée à ce sujet jeudi.

Lors d'une réunion avec des conseillers jeudi, M. Erdogan “a indiqué qu'il continuerait de défendre la vérité contre ceux qui soutiennent le mensonge du soi-disant +génocide arménien+ (...) à des fins politiques”, a déclaré le président turc.

Les sujets de friction entre les deux dirigeants sont nombreux.

Le mois dernier, le président américain s'est dit “profondément déçu” du retrait annoncé par la Turquie d'une convention du Conseil de l'Europe sur la protection des femmes.

Quelques jours plus tôt, Erdogan avait jugé “inacceptables” les propos de M. Biden qualifiant Vladimir Poutine de “tueur”, et il avait loué la réponse pleine de “classe” du président russe pour lequel il ne cache pas son admiration.

Ankara a acheté des missiles russes S-400, que Washington juge incompatibles avec les systèmes de défense de l'Otan. Les Etats-Unis ont exclu la Turquie du programme de fabrication du chasseur furtif de dernière génération F-35 et l'administration Biden “poursuit le processus d'exclusion” d'Ankara, a indiqué mercredi à l'AFP Jessica Maxwell, une porte-parole du Pentagone.

“En tant que partenaires, en tant qu’alliés, lorsque nous avons des désaccords nous le pointons du doigt, nous en discutons et nous ne les éludons pas”, a expliqué jeudi le porte-parole de la diplomatie américaine, Ned Price.

Source : AFP

4- Le Courrier d’Erevan

23/04/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/la-commission-de-suivi-de-lassemblee-parlementaire-du-conseil-de-leurope-adopte-une>

La Commission de suivi de l’Assemblée parlementaire du Conseil de l’Europe a adopté une déclaration appelant l’Azerbaïdjan à renvoyer les captifs arméniens
Déclaration de la commission de suivi sur le conflit entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan, le 22.04.2021 :

Les actions militaires entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan et les développements consécutifs à la déclaration tripartite des 9-10 novembre 2020 revêtent une grande importance pour le Conseil de l’Europe et sont suivis de près par la commission de suivi. En coordination avec les autres commissions concernées, elle a écouté des représentants des deux pays, ainsi que des experts indépendants, pendant que les co-rapporteurs pour l’Arménie et l’Azerbaïdjan faisaient régulièrement des déclarations conjointes sur les développements.

La commission est convaincue que les parlements nationaux des deux pays peuvent et doivent jouer un rôle important dans les mesures de confiance, les processus de réconciliation et la reprise de négociations de paix concrètes entre les parties, dont le besoin est urgent. Elle se félicite donc des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la déclaration tripartite, mais se dit préoccupée par les informations selon lesquelles toutes les personnes détenues dans le cadre du conflit n’ont pas été échangées. En outre, le Comité considère que les deux parties devraient renforcer leur coopération et leur communication visant à déminer les zones concernées afin d’assurer la sécurité des civils.

Le Comité réaffirme que l’objectif clair de l’article 8 de la déclaration tripartite était d’échanger tous les détenus sans distinction quant au statut attribué à ces personnes par l’une ou l’autre des parties. Soulignant les préoccupations exprimées par la Cour européenne des droits de l’homme concernant les 188 Arméniens qui auraient été capturés par l’Azerbaïdjan, le Comité appelle l’Azerbaïdjan à veiller à ce que tous les Arméniens détenus soient immédiatement

remis aux soins des autorités arméniennes.

Selon le Comité, la mise en place d'une mission internationale indépendante chargée d'enquêter sur le conflit et les allégations de violations des droits de l'homme et du droit humanitaire au cours des récentes hostilités est importante pour créer des conditions propices à la réconciliation et à une paix véritable. Le patrimoine culturel est important pour toutes les parties à un conflit, et la mise en place urgente des mécanismes nécessaires pour assurer sa protection et sa réhabilitation est une priorité. La commission a donc chargé sa sous-commission des conflits entre les États membres du Conseil de l'Europe d'étudier plus en détail les mécanismes spécifiques permettant de traiter ces deux questions.

Enfin, le Comité encourage les deux parties à s'engager de manière constructive avec les institutions internationales compétentes, en particulier le Groupe de Minsk de l'OSCE, en vue de mettre pleinement en œuvre la déclaration trilatérale et d'entamer des négociations de paix.

5- Le Courrier d'Erevan

23/04/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/ayvazyan-accuse-losce-dechouer-dans-sa-mission-de-resolution-des-conflits>

Ayvazyan accuse l'OSCE d'échouer dans sa mission de résolution des conflits

« En 2020, c'était la première fois que des terroristes armés étrangers venus de Syrie et de Libye étaient utilisés en masse dans l'espace de l'OSCE. Pendant ce temps, l'organisation était complètement inactive », a déclaré le ministre arménien des Affaires étrangères Ara Ayvazyan au Forum de l'OSCE pour la coopération en matière de sécurité.

Le ministre des Affaires étrangères a rappelé l'usage de la force par Bakou avec Ankara et les terroristes en 2020, qui a conduit à des milliers de victimes et de personnes déplacées dans le Karabakh, à un nettoyage ethnique et à des crimes de guerre.

« Le recours à la force a été utilisé dans le conflit examiné par l'OSCE. Cela indique que l'organisation n'a pas respecté ses valeurs, principes et engagements fondamentaux », - a déclaré M. Ayvazyan, mettant en doute l'utilité de la structure elle-même en tant que mécanisme de règlement pacifique des différends.

Pour info: c'est la deuxième fois en 17 ans que l'Arménie prend la présidence du Forum de l'OSCE.

6- Les Echos

23/04/2021

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/le-president-americain-pourrait-reconnaitre-le-genocide-armenien-1309404>

Le président américain pourrait reconnaître le génocide arménien

Pour la première fois, un président américain pourrait reconnaître que les massacres d'Arméniens en 1915-1916 constituaient un génocide. Cela provoquerait vraisemblablement une colère considérable à Ankara.

Par Yves Bourdillon

Ça risque de tanguer entre Washington et Ankara. Joe Biden pourrait être le premier président américain à reconnaître comme un génocide les massacres d'Arméniens perpétrés sous l'Empire ottoman pendant la Première Guerre mondiale.

Des relations difficiles

Ce geste symbolique constituerait une rupture avec des décennies de langage soigneusement calibré de la part de la Maison-Blanche pour préserver la relation avec un allié clé sur le flan sud-est de l'OTAN, dont l'armée turque est, numériquement, la deuxième.

Joe Biden pourrait utiliser le mot 'génocide' dans le cadre d'une déclaration ce samedi 24 avril, date à laquelle des commémorations pour les victimes sont organisées chaque année dans le monde entier. Mais la décision, conforme à un engagement de Joe Biden quand il était candidat, n'a pas encore été prise, selon trois officiels anonymes, selon la presse américaine. La porte-parole de la Maison-Blanche, Jen Psaki, a déclaré mercredi aux journalistes que Washington aurait probablement « plus à dire » sur la question samedi, mais a refusé de donner des détails.

Ce genre de déclaration ne ferait que nuire aux relations déjà tendues entre les alliés de l'OTAN, a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu.

Les relations d'Ankara avec Washington, mais aussi les pays européens se sont nettement détériorées ces dernières années en raison de divergences sur la

Méditerranée orientale, la Syrie et la Russie. Joe Biden a déclaré que son administration, à l'inverse de celle de Donald Trump encline à une grande indulgence envers Vladimir Poutine, Kim Jong-un ou Recep Tayyip Erdogan, serait un défenseur déterminé des Droits de l'Homme et de la démocratie partout dans le monde.

Reprendre pied dans le Caucase

Cette reconnaissance du génocide provoquerait une véritable tempête à Ankara, souligne Dorothee Schmid, spécialiste de la région à l'Institut français des relations internationales, qui ajoute : « il serait surprenant que l'administration Biden s'aliène la Turquie en ce moment, alors qu'elle a besoin d'Ankara dans le dossier ukrainien, mais la reconnaissance peut être aussi un moyen pour la Maison-Blanche de reprendre pied dans le Caucase, via le soutien à l'Arménie. Ça serait aussi un moyen pour l'administration Biden de se camper en défenseur des valeurs ».

Par cette reconnaissance, la Maison-Blanche rejoindrait l'exécutif de la soixantaine de pays, essentiellement occidentaux (dont la France en 2001 et l'Allemagne, malgré une importante communauté turque) en sus de la Russie, reconnaissant comme génocide le massacre d'environ 1,5 million d'Arméniens en 1915-1916 planifié par l'appareil d'Etat de l'empire ottoman (malgré le refus de participer de rares politiques et hauts fonctionnaires). Le Sénat américain et la chambre des représentants ont déjà reconnu le génocide arménien en 2019. La reconnaissance du génocide par la Maison-Blanche constituerait un grave revers pour les négationnistes en Turquie car elle

Des Turcs ayant évoqué le génocide arménien ont été poursuivis, mais pas condamnés, au nom d'une loi punissant de lourdes peines de prison toute atteinte à l'honneur national. Le récit officiel à Ankara à propos du « soi-disant génocide arménien » consiste à minimiser l'ampleur des massacres, ramenée à 300.000 victimes, affirmer que les Arméniens étaient des traîtres lors de la première guerre mondiale et prétendre que les massacres n'étaient pas planifiés. Si la définition juridique et historique du génocide ne fait pas l'unanimité parmi les experts, ces derniers s'accordent généralement à considérer qu'il s'agit du massacre systématique et organisé de populations en raison de leur ethnie, culture ou religion.

L'isolement d'Ankara

« Le président turc dispose de peu de marges de manoeuvre pour réagir, estime Jean Marcou, enseignant-chercheur à Sciences po Grenoble, en raison de la situation économique très dégradée et de l'isolement diplomatique de son pays.

Certes, la Turquie tente de se réconcilier depuis quelque temps avec Israël, l'Égypte, mais punir Washington en se rapprochant de Moscou ne semble pas être une option pour Ankara au vu de la détérioration récente des relations avec la Russie sur le dossier ukrainien et la suspension, au prétexte de Covid-19, par le Kremlin des vols entre la Russie et la Turquie.

7- Les Nouvelles d'Arménie

23/04/2021

Le parquet arménien relance la procédure contre Kotcharian

Des procureurs arméniens ont fait appel d'une décision d'un tribunal d'Erevan qui disculpait l'ancien président Robert Kotcharian des accusations de coup d'Etat portées contre lui par la justice arménienne en lien avec la répression post-électorale qui fit 10 morts le 1er mars 2008 à Erevan alors qu'il était encore président. Anna Danibekian, une juge de Erevan présidant le procès intenté depuis deux ans à R. Kotcharian et à trois anciens hauts responsables, avait annoncé la décision le 6 avril, dix jours après que les charges pesant sur eux eurent été déclarées inconstitutionnelles par la Cour constitutionnelle d'Arménie. La haute cour avait fait valoir qu'ils ne pouvaient être poursuivis pour le "renversement de l'ordre constitutionnel" qui leur était reproché car il n'y avait aucun article afférent dans l'ancien Code pénal arménien qui était encore en vigueur durant les événements de mars 2008. En réponse à cette décision, le procureur-général Artur Davtian avait appelé la Cour constitutionnelle à déclarer aussi inconstitutionnels les articles de loi qui ne permettent pas au parquet de changer les accusations de coup d'Etat portées contre les prévenus. D'autres procureurs estiment que le procès pour coup d'Etat aurait dû être suspendu, plutôt qu'arrêté, dans l'attente d'un verdict de la Cour constitutionnelle relatif à l'appel. A. Danibekian a rejeté leurs arguments. Une porte-parole du bureau du procureur-général, Arevik Khachatryan, a indiqué devant les journalistes de RFE/RL jeudi 22 avril que les services compétents avaient demandé à la Cour d'appels de passer outre la décision d'A. Danibekian de lever les charges de coup d'Etat pesant sur Kotcharian. La juge a aussi décidé le 6 avril que R. Kotcharian et son ancien chef de cabinet, Armen Gevorgian, continueraient à comparaître en procès mais pour répondre des seules accusations de corruption, qu'ils ont d'ailleurs récusées avec la même véhémence. Elle a prononcé un verdict d'acquiescement en revanche pour les deux autres accusés, les généraux à la retraite Yuri Khachaturov et Seyran Ohanian, qui étaient poursuivis dans le seul

cadre du dossier de la répression post-électorale.

Garó Ulubeyan

8- Les Nouvelles d'Arménie

23/04/2021

https://www.armenews.com/spip..php?page=article&id_article=78300

Editorial du Jérusalem Post : Israël doit reconnaître le génocide arménien

Un million et demi d'hommes, de femmes et d'enfants arméniens ont été tués au cours des dernières années de l'Empire ottoman dans ce que l'on appelle désormais le génocide arménien. En Israël, cependant, bien qu'il s'agisse d'un pays créé juste après l'Holocauste, vous n'en entendrez pas beaucoup parler.

C'est parce que l'État juif est le foyer des gens qui ont vu six millions de leurs propres enfants exterminés par les nazis et ne reconnaît toujours pas officiellement le génocide arménien. Il est temps que cela change.

La journée officielle de commémoration du massacre des Arméniens par l'Empire ottoman pendant la Première Guerre mondiale est samedi. Jeudi, des sources de la Maison Blanche ont déclaré que le président américain Joe Biden reconnaîtrait officiellement le massacre comme un acte de génocide, même si cette décision exaspérerait sans aucun doute la Turquie et que de nouvelles tensions auraient déjà brisé les liens entre les deux alliés de l'OTAN.

L'année dernière, alors qu'il se présentait à la présidence, Biden s'est engagé à faire exactement cela. « Aujourd'hui, nous nous souvenons des atrocités subies par le peuple arménien dans le Mez Yeghern génocide arménien. Si je suis élu, je m'engage à soutenir une résolution reconnaissant le génocide arménien et je ferai des droits humains universels une priorité absolue », avait-il alors écrit sur Twitter.

Pendant des décennies, les mesures reconnaissant le génocide arménien ont stagné au Congrès américain et les présidents se sont abstenus de l'appeler ainsi, étouffés par les préoccupations concernant les relations avec la Turquie et le lobbying intense d'Ankara.

La même chose s'est produite en Israël. Là aussi, Israël craignait les représailles turques s'il reconnaissait des faits historiques.

En 2018, le député du Meretz, Tamar Zandberg, a proposé un projet de loi reconnaissant le massacre comme un génocide, mais le projet de loi a été annulé en raison de la résistance du gouvernement. Un an plus tard, un certain nombre de membres de haut niveau de la Knesset comme Yair Lapid et Gideon Sa'ar ont exprimé leur soutien à cette décision, mais là encore, elle n'a pas eu lieu en raison du faible soutien du gouvernement.

Traditionnellement, les explications de l'incapacité d'Israël à agir dans ce domaine vont du besoin de laisser la porte ouverte à de meilleurs liens avec la Turquie à un programme gouvernemental clair qui préfère l'Azerbaïdjan à l'Arménie. Cela a été clairement indiqué l'automne dernier, quand Israël a fourni des armes à l'Azerbaïdjan alors qu'il combattait les Arméniens dans la région contestée du Haut-Karabakh.

L'un, cependant, ne doit pas nécessairement se faire au détriment de l'autre. Oui, Israël a des considérations géopolitiques et celles-ci ne peuvent être ignorées, mais il a aussi un impératif moral qu'il ne peut pas simplement ignorer. En tant que peuple qui a connu le génocide et la persécution depuis sa fondation, les Juifs ont la responsabilité de se tenir aux côtés des autres nations qui subissent des atrocités similaires.

Quand nous récitons « Jamais plus » le jour du Souvenir de l'Holocauste, c'est évidemment « plus jamais » pour notre peuple, mais il n'y a rien de mal à dire clairement que nous pensons aussi que le génocide ne devrait jamais arriver à personne d'autre. La première étape pour garantir « plus jamais jamais » est de reconnaître l'histoire telle qu'elle était et de préciser que ce qui est arrivé aux Arméniens était en fait un génocide.

De plus, en ce qui concerne la géopolitique, qu'est-ce qu'Israël doit exactement craindre de la Turquie ? La relation avec le président turc Recep Tayyip Erdogan peut-elle vraiment s'aggraver ?

Il n'y a aucune raison de craindre Erdogan, qui se comporte comme un tyran antisémite au Moyen-Orient. Il est vrai qu'Erdogan a récemment déclaré qu'il aimerait de meilleures relations avec Israël, mais il accueille toujours les dirigeants du Hamas à Ankara et le parti AKP au pouvoir compare toujours Israël à l'Allemagne nazie. La Turquie a affirmé vouloir « libérer al-Aqsa », affirmant que « Jérusalem est à nous » au cours de l'année écoulée.

« La politique palestinienne est notre ligne rouge. Il nous est impossible d'accepter la politique palestinienne d'Israël ; leurs actes impitoyables là-bas sont

inacceptables », a déclaré Erdogan en décembre dernier après la prière du vendredi à Istanbul.

Israël devrait bien sûr explorer ce que pourrait signifier ce rapprochement avec la Turquie, mais il ne peut pas le faire en ignorant sa responsabilité morale et historique de se tenir aux côtés des Arméniens face au mal.

Pour que le monde s'assure que ces atrocités ne se reproduisent plus, nous devons être clairs sur ce qu'elles sont. Israël doit reconnaître le génocide arménien. C'est un simple projet de loi. Il est temps que la Knesset l'adopte.

Jean Eckian

9- Le Courrier d'Erevan

23/04/2021

La Suisse a octroyé 4.500.000 CHF à l'Arménie pour la protection de la nature et le développement économique

Un nouveau projet de développement a été mis en place par la Suisse, le 15 avril dernier, dans l'objectif de soutenir la République d'Arménie dans ses efforts en matière de conservation de la nature et de développement économique.

Le Gouvernement suisse a octroyé une subvention d'un montant de 4 500 000 CHF pour le projet « Paysages vivants pour le développement des marchés en Arménie ». En étroite collaboration avec la Direction du Développement et de la Coopération Suisse (SDC), ce projet sera mis en œuvre par le Fonds Mondial pour la Nature (WWF) dans le cadre d'un programme régional plus large qui est le Fonds Éco-Corridor pour le Caucase (ECF).

Le projet « Paysages vivants pour le développement des marchés en Arménie » financé par la Suisse vise à augmenter les revenus des agriculteurs et des entreprises rurales dans les zones reculées, grâce à une meilleure utilisation économique plus durable des ressources naturelles locales, étant donné que l'écosystème montagnard arménien est une source productive importante pour les communautés rurales. En tant qu'effort visant à lier la croissance économique, la protection des ressources naturelles et la biodiversité, ce projet contribue également à promouvoir les politiques d'environnement et de changement climatique.

Le projet sera mis en œuvre dans les régions de Tavuch, de Lori, de Syunik et de Vayots Dzor.

Le projet traduit en action les principes et les objectifs de la politique extérieure et de la coopération et du développement de la Suisse. A travers ces actions, la Suisse soutient la transition de l'Arménie vers une économie de marché et contribue à faire en sorte que la population du pays puisse bénéficier d'un développement économique inclusif.

Le projet fait partie d'un programme régional plus large, Eco-Corridor Fund for the Caucasus (ECF) financé par le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) et par KfW Development Bank. Il est mis en œuvre par le WWF Caucase (WWF-Arménie en Arménie en partenariat avec l'ONG Strategic Development Agency).

10- Le Nouvel Hay

22/04/2021

[*Non ce n'est pas un palais royal azerbaïdjanais ! et Oui c'est un génocide*](#)

Non ce n'est pas un palais royal azerbaïdjanais ! Et Oui c'est un génocide

Les politiques adoptées par la Turquie et l'Azerbaïdjan visant à considérer le patrimoine culturel d'Artsakh (arménien, ndlr) comme azerbaïdjanais ou turc se sont étendues sur le territoire de l'Arménie.

La chaîne de télévision turque d'Etat TRT, en langue russe, a présenté un bâtiment dans le centre d'Erevan, au 32 de la rue Hanrabédoutioun (« république » en arménien) comme un palais royal azerbaïdjanais. Le bâtiment en question, construit en 1876, d'après le plan de l'architecte en chef de la région d'Erevan, un Allemand nommé Mikhail von der Nonne, fut le local du consulat perse jusqu'en 1920.

Les murs de la salle des réceptions du consulat entièrement recouverts de fresques ont été préservés. Le lustre accroché dans la pièce était conçu par Alexandre Tamanian, le père de l'urbanisme d'Erevan. Après 1920, le bâtiment a abrité, pendant trois ans, le Comité de secours arménien, dirigé par le poète Hovannes Toumanian.

Depuis 1963, « la Société arménienne pour la préservation des monuments historiques » fondée et dirigée par le peintre Mardiros Saryan, occupe les locaux.

On est encore en présence d'une politique d'appropriation qui s'inscrit dans la stratégie d'un génocide culturel.

Zaven Gudsuz

11- Les Nouvelles d'Arménie

22/04/2021

https://www.armenews.com/spip..php?page=article&id_article=78244

Des tirs Azéris enregistrés le 20 avril en direction de Stepanakert et des villages de Choch et Mkhitarachen près d'Askeran viseraient la présence russe en Artsakh

Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères de la République de l'Artsakh a réagi contre les tirs des Azéris sur des villages arméniens de l'Artsakh mardi.

« Le 20 avril, les forces armées de l'Azerbaïdjan ont violé les accords tripartites du 9 novembre 2020 en ouvrant le feu sur Stepanakert la capitale de l'Artsakh, tout comme sur les villages de Choch et Mkhitarachen de la région d'Askeran. Lors de ces tirs, le toit d'une maison de Stepanakert fut endommagé » a indiqué le communiqué du ministère des Affaires étrangères de l'Artsakh. Selon Stepanakert, ces agissements de l'Azerbaïdjan visent à saboter la mission des forces russes chargées de la paix au Haut-Karabagh (Artsakh).

Par ailleurs au cours des derniers jours, des agriculteurs Arméniens travaillant dans les champs furent ciblés par des tirs azéris, un acte de vandalisme azéri fut enregistré sur la route entre Chouchi et Stepanakert près du char arménien exposé. De nombreux autres actes visant à perturber la paix furent réalisés par les Azéris. « Toute tentative contre le peuple de l'Artsakh qui vit librement sur ses terres sera vouée à l'échec » indique le communiqué de la diplomatie de l'Artsakh.

Krikor Amirzayan

12- Le Point

22/04/2021

Le Jeu trouble d'Erdogan face à Poutine

En assistant l'Ukraine, victime d'une agression russe, le président turc se pose en protecteur d'une Europe incapable de se défendre elle-même.

Pour son malheur, l'Ukraine constitue le flanc oriental de l'Europe démocratique. Agressée par la Russie poutinienne, elle défend sa liberté, mais aussi la nôtre, au prix du sang: le conflit a fait 13 000 morts en sept ans. Sous prétexte de « manœuvres militaires», Moscou vient de masser 150 000 hommes, des blindés et des pièces d'artillerie aux frontières ukrainiennes. Le message envoyé par le Kremlin à Joe Biden et aux dirigeants européens est limpide : l'Ukraine fait partie de la zone d'influence russe. Son indépendance était déjà toute relative depuis la perte de son intégrité territoriale en 2014, quand Moscou a annexé la Crimée et manigancé la sécession du Donbass. Vladimir Poutine veut maintenant que l'Ukraine redevienne un État vassal.

L'Ukraine voudrait être admise dans l'Otan, mais personne, en Europe, n'est prêt à mourir pour Odessa et Marioupol.

Habile stratège, Recep Tayyip Erdogan s'est invité dans la partie. Avançant ses pions contre Moscou, le président turc a livré depuis deux ans à l'Ukraine quelques drones armés Bayraktar TB2. Ces engins de fabrication turque ont apporté la preuve de leur efficacité fin 2020 au Haut-Karabakh, où ils ont aidé les Azerbaïdjanais à vaincre les Arméniens. L'Ukraine négocie désormais avec Ankara la production sous licence de 48 drones. Erdogan fait ainsi d'une pierre trois coups : il étend son influence politique au nord de la mer Noire ; il se fait bien voir de Joe Biden et de l'Otan; il se pose en rival de Vladimir Poutine, même s'il est capable de s'entendre avec lui sur d'autres théâtres politiques, comme la Syrie.

Les Occidentaux, eux, font le service minimum. Le président américain, confronté à sa première grave crise internationale, offre à l'Ukraine un soutien qui manque de consistance. Il a renoncé à envoyer deux bâtiments de l'US Navy en mer Noire, alors que ces patrouilles font partie de la routine, et a proposé un sommet à Vladimir Poutine. Paris et Berlin, pour leur part, appellent à la désescalade et à la retenue. Ils continuent à miser sur le «processus de Minsk», un arrangement diplomatique qui leur donne depuis sept ans un rôle de médiateur entre Kiev et Moscou mais qui n'a pas apporté de solution, au-delà d'un cessez-le-feu régulièrement violé. L'Ukraine, pays de culture chrétienne, est un cas d'école pour les dirigeants européens, qui ambitionnent d'édifier une Union « géopolitique » et « souveraine ». Peut-on, si l'on vise l'autonomie stratégique, se contenter de laisser Turcs et Américains défendre la frontière orientale du continent ? Il y a là une contradiction cruelle.

Pour le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, l'aide turque est un pis-aller. Lui préférerait que son pays soit admis dans l'Otan. Cette perspective est

pourtant inconcevable aujourd'hui. Il n'y a aucune entente sur ce sujet entre les trente États membres de l'Alliance atlantique. En outre, l'Ukraine étant un pays partiellement occupé, un simple calendrier d'adhésion suffirait à mettre le feu aux poudres. Personne, en Europe, n'est prêt à mourir pour Odessa et Marioupol. Poutine le sait.

Les Européens, pourtant, disposent de marges de manœuvre, pour appuyer l'Ukraine comme pour apporter leur secours à Alexeï Navalny, opposant emprisonné. Ils peuvent emboîter le pas aux Américains, qui viennent d'interdire à leurs institutions financières d'acheter directement de la dette souveraine russe. Ils peuvent bloquer les avoirs des hauts dirigeants russes dans l'UE. Les Allemands peuvent renoncer à l'achèvement de Nord Stream 2. La construction de ce gazoduc sous la Baltique est une erreur stratégique, puisqu'il accroît la dépendance du continent à l'énergie russe et affaiblit gravement l'Ukraine en la privant des droits de transit du gaz. L'Europe pourrait aussi, par une aide militaire directe à Kiev, augmenter le coût de l'aventurisme militaire pour Moscou. L'armée ukrainienne a, par exemple, un besoin pressant de moderniser son aviation. Toutes ces cartes pourraient être jouées, sauf à considérer que l'UE devrait maintenant se résoudre à vivre sous l'ombre protectrice, mais très intéressée, du président Erdogan.

Luc de Barochez

13- Marianne

22/04/2020

<https://www.marianne.net/monde/geopolitique/reconnaissance-du-genocide-armenien-joe-biden-ne-peut-infliger-un-camouflet-a-larmenie>

Reconnaissance du génocide arménien : "Joe Biden ne peut pas infliger un camouflet à l'Arménie"

Entretien

Propos recueillis par Anne Dastakian

Philosophe et enseignant, Michel Marian s'efforce, dans son dernier ouvrage*, de résumer en 100 questions tout sauf classiques l'histoire, la culture et les enjeux géo-politiques autour d'un peuple et d'une civilisation située aux confins des empires. Il s'interroge sur l'avenir de ce petit pays caucasien, au lendemain d'une défaite infligée à la fin de l'an dernier au Karabakh, par l'Azerbaïdjan voisin.

Marianne : Chaque année, à l'approche du 24 avril, date commémorative du génocide des Arméniens de l'empire ottoman en 1915, est attendue la déclaration

du président des Etats-Unis sur le sujet. En 2019, les deux chambres du Congrès avaient voté des résolutions reconnaissant le génocide. Pensez-vous que Joe Biden ira plus loin que ses prédécesseurs ?

Michel Marian : On se retrouve dans une situation assez proche de celle de la présidence d'Obama, mais dans un contexte différent. Obama était attaché à la question de la reconnaissance du génocide, à propos de laquelle il s'était engagé en tant que candidat, et la plupart des membres de son administration de même. Mais, pour des raisons de realpolitik - en l'occurrence renouer le dialogue avec l'Islam après la présidence Bush -, rien ne s'est fait. Pour ne pas prononcer le mot qui fâche la Turquie négationniste, Obama avait employé ceux de « grande catastrophe », qui est l'une des expressions des Arméniens pour dire le génocide, avant que ce mot n'apparaisse en droit international. Cela a été, selon Samantha Power, son ambassadrice à l'ONU, l'un des grands ratés de sa présidence.

Pour Joe Biden, c'est un peu différent. Comme tous les démocrates, il serait favorable à une reconnaissance pleine et entière. De plus, il affiche les droits de l'homme comme boussole de sa diplomatie. Mais le contexte est celui d'une Turquie qui a changé de statut, capable de pencher soit coté russe soit côté américain. Il n'est probablement pas un hasard que justement en ce mois d'avril, Erdogan ait montré son attachement atlantiste, en recevant son homologue ukrainien en délicatesse avec Moscou, et en le soutenant très concrètement par des ventes de drones.

Par ailleurs, l'équipe de Biden louant et soutenant la démocratie en Arménie, ne peut lui infliger un camouflet au moment où elle est fragilisée par la défaite militaire. Je pense qu'il va inventer un compromis, pas simplement rhétorique comme Obama, pour montrer que le sujet reste présent pour l'administration américaine, et qu'elle maintiendra une pression sur la Turquie...

Dans deux mois, auront lieu des législatives anticipées en Arménie, convoquées suite à la crise politique suscitée par la défaite militaire au Karabakh face à l'Azerbaïdjan. Est-ce selon vous la fin de la parenthèse démocrate de Nikol Pachinian ?

Nullement. Il me semble qu'il y a eu une forme de maturité démocratique pendant cette crise. La majorité des Arméniens ont montré leur volonté de ne pas renoncer à la lutte anti-corruption et de consolider

...